

4. Nous devons favoriser les aspirations légitimes et naturelles des Canadiens qui veulent posséder une plus grande part de l'industrie de leur pays et exercer une plus grande influence sur les décisions qui la touchent.

Dans l'étude de la question des investissements étrangers au Canada, nous ne devons pas oublier que les Canadiens investissent depuis longtemps dans d'autres pays. En fait, par rapport au chiffre de notre population, nous avons investi aux États-Unis un montant supérieur à celui que les États-Unis ont investi au Canada. Dans d'autres parties du monde, dans les Antilles par exemple, le Canada est l'une des plus importantes sources de capital étranger. Nous sommes donc à double titre intéressés à la liberté des mouvements de capitaux d'un côté à l'autre des frontières internationales.

Dans cette splendide ville de Vancouver, porte du Canada sur le Pacifique, l'importance du commerce international est manifeste. Tout comme le rôle du capital étranger et des sociétés commerciales étrangères au Canada, la politique commerciale est l'un des soucis primordiaux du gouvernement fédéral.

Aucun autre pays développé ne dépend autant des marchés mondiaux que le Canada. Ce n'est que sur ces marchés mondiaux qu'il est possible d'exploiter pleinement les possibilités de certains de nos produits nouveaux et hautement spécialisés et de nos exportations traditionnelles. Tenant compte de cette situation, le gouvernement national est déterminé à poursuivre les efforts qu'il déploie fermement et sans relâche pour l'abaissement des tarifs mondiaux et des autres obstacles au commerce.

La négociation Kennedy à Genève entre maintenant dans son étape décisive et nous espérons qu'elle représentera un progrès substantiel. Lorsque prendra fin cette négociation, nous devons faire preuve d'imagination afin de trouver le moyen de libéraliser davantage le commerce. Nous devons faire preuve de courage pour adapter l'économie canadienne aux changements auxquels nous devons nous attendre sur le marché international.

Nous sommes aussi très conscients des ouvertures qui s'offrent aux exportateurs canadiens en Union soviétique et en Europe orientale. Pendant mon séjour là-bas l'automne dernier, j'ai pu observer sur place les changements qui sont dans le vent et en particulier les techniques de gestion économique plus flexible et plus décentralisée que l'on adopte. Les Canadiens doivent s'éveiller aux occasions que ceci offrira au commerce diversifié, outre celui du grain et de la farine que nous exportons actuellement. Il nous faut adapter en conséquence nos techniques commerciales si nous voulons nous créer des marchés solides dans ces pays de commerce d'État.

En parlant du défi que pose le développement économique, j'ai mentionné le rôle essentiel que le gouvernement fédéral est appelé à jouer dans les domaines des investissements étrangers et de la politique commerciale internationale. Mais il ne suffit pas de s'intéresser seulement au développement économique à l'intérieur du Canada; nous devons aussi songer au développement économique à l'échelle internationale.